Reprendre la main pour financer la bifurcation sociale et écologique

Attac France jeudi 6 octobre 2022
https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/note-reprendre-la-main-pour-financer-la-bifurcation-sociale-et-ecologique

Attac publie ce jour une note intitulée « Reprendre la main pour financer la bifurcation sociale et écologique ». Avec pour objectif principal de mettre en débat des pistes de réflexion et des propositions pour assurer, d'une part, une véritable justice fiscale, sociale et écologique et, d'autre part, une réorientation du système financier.

Qu'est-ce que la bifurcation écologique ? Il s'agit d'une transformation profonde de la société et de l'appareil productif, qui nécessite des investissements massifs. Son objectif : sortir de la logique d'accumulation capitaliste et de l'impasse sociale et écologique actuelle. Une telle orientation nécessite une réelle volonté politique et des financements suffisants pour faire face aux enjeux. Elle doit reposer sur un choix clair et des politiques adaptées, plus radicaux qu'une évolution progressive et soumise aux politiques néolibérales, habituellement nommée « transition ».

En matière de finances publiques, on est aujourd'hui loin de se donner les moyens d'une telle bifurcation. La politique budgétaire actuelle est orientée vers la recherche d'économies à tout prix (« faire plus avec moins », ce que la novlangue néolibérale qualifie de « performance ») sans objectifs environnementaux. La fiscalité dite « écologique », à l'image du système fiscal dans son ensemble , est inégalitaire et inefficace. Elle est par ailleurs trop faible en volume. Enfin, les aides publiques sont attribuées sans condition aux entreprises, alors que les investissements publics pour la bifurcation sont certes en progression mais encore très insuffisants.

Pour reprendre la main et financer la bifurcation sociale et écologique, il faut donc réorienter la politique budgétaire sur la base d'un cadre clair (et donc changer le cadre budgétaire également nommé « gouvernance » budgétaire), mettre en œuvre une réforme fiscale visant à renforcer la progressivité du système fiscal et sa dimension écologique, et conditionner et verdir les aides publiques afin de donner la priorité aux investissements verts dans le cadre d'une planification écologique.

Réussir la bifurcation sociale et écologique suppose également de sortir de la domination de la finance privée. La logique de rentabilité financière à court terme poursuivie par les banques et les marchés

constitue un frein au financement de la bifurcation. La finance verte est une illusion, pour ne pas dire un leurre. Pour sortir de cette impasse, il est nécessaire de mettre en œuvre un véritable tournant écologique de la politique monétaire en réorientant le rôle, décisif, de la Banque centrale européenne (BCE) pour financer les dettes publiques et les investissements verts.

Il s'agit également d'accroître et de revaloriser le rôle du pôle public bancaire pour le financement des investissements de long terme et de la transformation du système productif, et de renforcer les normes et la régulation du système bancaire et financier. Cela passe par l'interdiction du financement des énergies fossiles, la réduction de l'emprise des actionnaires et la mise en place d'une coordination des politiques budgétaire et monétaire (un « policy mix ») en direction des urgences sociales et écologiques.